



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 391 – 19 mars 2021

## Zoom sur le rapport de la BAfD sur les « Perspectives économiques en Afrique 2021 »

Dans le contexte de la crise de la COVID-19, le rapport « **Perspectives économiques en Afrique 2021** » de la Banque africaine de développement (BAfD) estime une contraction du PIB de l'Afrique à 2,1% en 2020. Au niveau régional, seul l'Afrique de l'Est enregistre un taux de croissance positif de 0,7% en 2020 (contre +5,3% en 2019). Les économies les plus durement touchées sont **celles dépendantes du tourisme (-11,5%), dont le Cap-Vert (-8,9%),** celles exportatrices de pétrole (-1,5%) et celles intensives en ressources (-4,7%). **La croissance du PIB du continent devrait reprendre et atteindre un taux de 3,4% en 2021, puis 4,6% en 2022,** soutenue notamment par une reprise du tourisme, une hausse des prix des matières premières et la levée des restrictions induites par la pandémie.

Les conséquences de la pandémie ont balayé les efforts réalisés au cours des deux dernières décennies pour la réduction de la pauvreté. Le rapport estime **le taux d'extrême pauvreté en Afrique à 34,5% en 2020 et de 34,4% en 2021.** Le Cap-Vert a observé une forte hausse de son taux de pauvreté, estimé à 35,5% en 2020 contre 29,3% l'année précédente.

📌 **Les taux de croissance sont restés positifs en 2020 dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest**

**Le PIB en Afrique de l'Ouest s'est contracté de 1,5% en 2020,** moins qu'en Afrique australe (-7,0%) et en Afrique centrale (-2,7%) et un peu plus que l'Afrique du Nord (-1,1%). Cette récession est fortement tirée par **la récession au Nigéria (-3% en 2020),** géant économique de la zone. Toutefois, **6 pays d'Afrique de l'Ouest ont maintenu des taux de croissance positifs en 2020 :** la Guinée (+5,2%), le Bénin (+2,3%), la Côte d'Ivoire (+1,8%), le Ghana (+1,7%), le Niger (+1,2%) et le Togo (+0,4%). A noter que **la Guinée a même enregistré la 2<sup>ème</sup> plus forte croissance économique du continent en 2020,** après l'Éthiopie, résultant principalement de **la forte croissance de sa production minière (+18,4%).**

La région devrait rebondir avec **un taux de croissance estimé à 2,8% en 2021 puis à 3,9% en 2022.** Tous les pays d'Afrique de l'Ouest devraient enregistrer une croissance positive. Les plus forts taux en 2021 sont attendus **au Niger (+6,9%), en Côte d'Ivoire (+6,2%) et en Guinée (+5,6%).** Cependant, cette reprise dans la région est tributaire de plusieurs facteurs au premier rang desquels **l'évolution de la pandémie, la relance de l'économie mondiale, la stabilité politique et sociale, les conditions climatiques** ou encore **la situation sécuritaire dans la zone du Sahel.**

### LE CHIFFRE À RETENIR

+3,4%

La croissance attendue par la Banque africaine de développement en Afrique en 2021

Taux de croissance du PIB réel en %				
Pays	2019	2020 (e)	2021 (p)	2022 (p)
Bénin	6,9	2,3	4,8	6,5
Burkina Faso	5,7	-0,2	5,1	5,2
Cap-Vert	5,7	-8,9	4,4	4,8
Côte d'Ivoire	6,4	1,8	6,2	6,5
Gambie	6,2	-2,4	3,2	5,1
Ghana	6,5	1,7	4,0	4,1
Guinée	5,6	5,2	5,6	5,1
Guinée-Bissau	4,5	-2,8	2,9	3,9
Liberia	-1,4	-3,1	2,8	3,5
Mali	5,1	-2,0	4,0	5,7
Niger	5,9	1,2	6,9	7,8
Nigeria	2,2	-3,0	1,5	2,9
Sénégal	5,3	-0,7	5,1	6,0
Sierra Leone	5,4	-2,7	3,1	4,3
Togo	5,5	0,4	4,3	5,6
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>3,6</b>	<b>-1,5</b>	<b>2,8</b>	<b>3,9</b>
Mauritanie	5,9	-3,6	2,8	4,2
<b>Afrique</b>	<b>3,3</b>	<b>-2,1</b>	<b>3,4</b>	<b>4,6</b>

Source : Banque africaine de développement, [Perspectives économiques en Afrique 2021](#). e : estimation ; p : projection.

### Le ratio moyen dette/ PIB en Afrique devrait augmenter de 10 à 15 p.p. en 2021

La baisse des recettes et l'accroissement des besoins de financements induits par la pandémie COVID-19 ont entraîné **un creusement du déficit budgétaire et une accumulation rapide de la dette à court et moyen termes dans la plupart des pays africains**. Le déficit budgétaire est passé en moyenne d'environ 4% du PIB en 2019 à 8,4% du PIB en 2020 à l'échelle du continent. En Afrique de l'Ouest, **la plus importante hausse de déficit budgétaire est enregistrée au Cap-Vert** (de -1,8% du PIB en 2019 à -10,4% du PIB en 2020). Le ratio moyen dette/PIB en Afrique, stabilisé autour de 60% du PIB entre 2017 et 2019, devrait augmenter de **10 à 15 points de pourcentage en 2021**. Cette évolution fait apparaître d'importantes vulnérabilités liées au risque de taux de change, de refinancement et de négociation de la dette, qui pourraient conduire à **une**

**détérioration de la soutenabilité de la dette**. En effet, la composition de la dette extérieure des économies africaines est de plus en plus tournée vers **les créanciers privés et commerciaux**, à l'instar de la Côte d'Ivoire (55%) et du Sénégal (30%).

## Régional

### Nouveaux engagements de la BOAD d'un montant de 81,1 Mds FCFA

Le 17 mars 2021, le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a approuvé [6 accords de prêt pour un montant global de 81,1 Mds FCFA \(123,6 M EUR\)](#). Deux prêts concernent le Mali : aménagement de la voie de contournement de l'aéroport de Mopti Ambodèdjo et de voies urbaines dans la ville de Sévaré (15 Mds FCFA ; 22,9 M EUR) et tranche prioritaire du projet d'aménagement du tronçon urbain de la route nationale N°27 Bamako-Koulikoro (15 Mds FCFA ; 22,9 M EUR) ; un autre prêt porte sur la construction de 1 528 salles de classe et d'ouvrages annexes au Sénégal (21,1 Mds FCFA ; 32,2 M EUR). Enfin, le CA a validé la mise en place de 3 lignes de refinancement d'un montant chacun de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) en faveur de Coris Bank International Mali (soutien aux micros, petites et moyennes entreprises de

l'UEMOA), Bridge Bank Group Côte d'Ivoire (programme de relance des activités des entreprises de l'UEMOA impactées par la Covid-19) et BGFIBank Côte d'Ivoire (refinancement partiel des concours octroyés au titre de la campagne cajou 2020-2021).

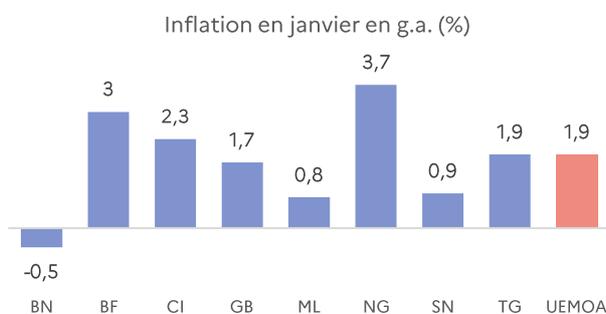
### La BafD appuie le développement du marché de la dette intérieure dans 4 pays d'Afrique de l'Ouest

[La Banque Africaine de Développement \(BafD\) a lancé le 18 mars un projet d'appui au développement des marchés domestiques de la dette et des systèmes financiers en Gambie, en Sierra Leone, en Guinée et au Libéria](#). Financé par un don de la banque de 2 M EUR, le projet fournira une assistance technique aux 4 pays visant (i) l'approfondissement des marchés primaires de la dette, (ii) l'amélioration de l'infrastructure du marché de la dette, (iii) le renforcement de la capacité institutionnelle des

agences et autorités compétentes et (iv) l'élargissement de la base d'investisseurs.

### Inflation de janvier 2021 à +1,9% en g.a. dans la zone UEMOA

Les prix à la consommation des ménages enregistrent une hausse de +1,9% en g.a. annuel en janvier 2021 [dans la zone UEMOA](#). A l'exception du Bénin, où les prix ont légèrement baissé (-0,5% en g.a.), tous les pays de l'Union enregistrent une légère inflation : le Niger (+3,7% en g.a.), le Burkina Faso (+3%), la Côte d'Ivoire (+2,3%), le Togo (+1,9%), la Guinée-Bissau (+1,7%), le Sénégal (+0,9%) et le Mali (+0,8%). Cette inflation régionale est essentiellement tirée par l'évolution des prix des postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,8% en g.a.), « Restaurants et hôtels » (+2%), « Enseignement » (+1,7%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,2%), « Articles d'habillement et chaussures » (+1,2%) et « Transport » (+1,1%).



### Signature d'accords et visite de sites au menu de la tournée ouest-africaine du DG d'Expertise France

Le directeur général [d'Expertise France](#), Jérémie Pellet, a entamé depuis le 15 mars une tournée régionale dans deux pays ouest-africains. En Guinée, la mission a permis la signature de plusieurs conventions : un protocole d'accord pour renforcer les capacités de l'Etat guinéen dans l'éducation à travers un dispositif d'assistance technique qui vise à appuyer le [programme décennal pour l'éducation en Guinée](#) (ProDEG), deux contrats d'assistance technique dans le cadre du projet d'appui à la gouvernance économique et financière (PAGEF)

et du projet d'appui au développement de l'Agence de Service Civique pour le Développement (ASCAD) et une convention avec le Ministère de la Santé pour le projet d'appui à la Prévention et au Contrôle des Infections (PCI) afin de contribuer à la prévention des pandémies. En Côte d'Ivoire, le DG a procédé à la visite du chantier du projet ECLER IVOIRE, mis en œuvre par Expertise France et qui vise à étendre l'accès à l'électricité aux communautés rurales, ainsi qu'un site d'approvisionnement en médicaments de la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique, une structure publique ivoirienne qui bénéficie de l'appui d'Expertise France dans le cadre de plusieurs projets dans le domaine de la santé.

## 📍 Bénin

### Lancement de la plateforme web de recrutement du projet Pipeline Niger-Bénin

Le 15 mars 2021, le ministre de l'Eau et des Mines a procédé au lancement de [la plateforme web de recrutement pour le projet Pipeline Export Niger-Bénin](#). Pour rappel, le Bénin et le Niger ont signé en janvier 2019, un accord bilatéral sur la construction et l'exploitation d'un système de transport des hydrocarbures par oléoduc. L'infrastructure, d'une longueur de 1 984 km, permettra de relier les champs pétrolifères du Niger à Sèmè-Podji (Bénin). Il y est prévu huit stations de pompage dont six au Niger et deux au Bénin pour une capacité de production de 4,5 M de tonnes par an, soit 35 M de barils par an. A terme, l'infrastructure permettra d'évacuer vers le marché international, le pétrole brut provenant aussi bien du Niger que d'autres pays. Plus de 2000 emplois seront créés pendant la phase de construction et plus de 500 emplois permanents pour la phase d'exploitation.

## 📍 Burkina Faso

### 29 M EUR de l'EAIF pour la construction de la centrale photovoltaïque de Pâ

Le Fonds d'infrastructure pour l'Afrique

émergente (EAIF) a annoncé le 15 mars [un accord de prêt de 29 M EUR à Urbasolar](#), groupe français de producteur indépendant d'électricité, pour la construction de la centrale solaire photovoltaïque de Pâ, d'une capacité de 30 MW. Cet apport constitue 80% du capital nécessaire à la réalisation du projet. Pour rappel, l'EAIF est un fonds multi-donateur regroupant plusieurs pays européens, des organismes multinationaux et des entreprises privées, qui financent des projets d'énergie renouvelable en Afrique. Le Burkina-Faso enregistre l'un des plus faibles taux d'électrification du continent, estimé à [14,4% en 2018 selon la Banque mondiale](#).

### Création d'une structure de microfinance par la Chambre de commerce

La Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-B) a procédé le 5 mars 2021 [au lancement de sa structure de microfinance SAFINE](#). Dotée d'un capital de 2 Mds FCFA (3 M EUR), celle-ci accompagnera les petites entreprises avec des offres financières (dépôts, épargne, crédits, cautions) et non financières, via les centres de gestion agréés de la CCI-BF dans les 13 régions du pays. Un système d'information par digitalisation devrait faciliter les offres de services, en utilisant le mobile comme outil de collecte et de retraits. Pour rappel, [le taux de bancarisation strict du pays](#) est inférieur à 25%, mais le taux de bancarisation élargie, qui prend en compte les services de microfinances, dépasse 40%.

## Cap-Vert

L'Etat en recherche de financement pour le Projet d'agrandissement du port de Porto Novo

[Selon les médias locaux](#), le gouvernement capverdien cherche à obtenir 39 M EUR de financement pour le projet d'agrandissement du port de Porto Novo. La nouvelle infrastructure portuaire aurait vocation à améliorer les conditions de navigabilité et permettre

l'amarrage simultané de plusieurs navires de cabotage et de navires de croisière de 200 mètres de long. Pour rappel, le port de Porto Novo est l'une des infrastructures portuaires les plus actives du pays, avec 1 500 escales de navires par an et 350 000 départs et débarquements de passagers, soit plus de 34% du trafic national.

### L'épargne dans les banques en hausse de plus de 11% en 2020

[Le dernier rapport statistique mensuel de la Banque du Cap-Vert \(BCV\)](#), indique que les dépôts d'épargne dans les banques nationales, en hausse de 11,4% en 2020, ont atteint un niveau historique dépassant 7 435,8 M CVE (67,1 M EUR) à fin décembre contre 6 847 M CVE (61,8 M EUR) un an auparavant.

## Côte d'Ivoire

### Baisse de la production industrielle de 0,9% en 2020

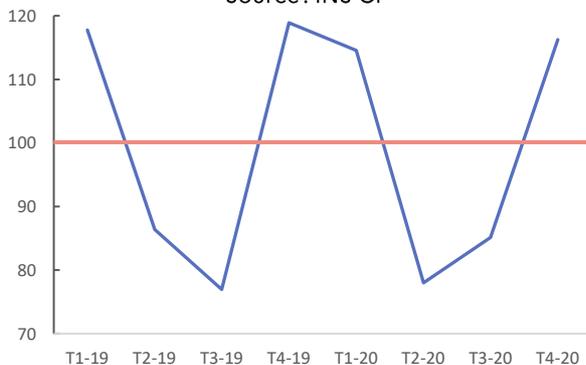
Selon l'Institut national de la statistique, en 2020, [le volume de la production industrielle aurait baissé de 0,9% par rapport à 2019](#). Cette baisse serait imputable au recul de la production des « Industries extractives » de 4,9% (dont principalement celle de l'extraction d'hydrocarbures à -12,2%), malgré l'embellie des « Industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+5,8%) et des « Industries environnementales » (+3,3%). Quant à l'« Industrie manufacturière », sa production n'aurait progressé que de 0,1%. Ainsi, la production industrielle hors industries extractives aurait légèrement augmenté de 0,7% en 2020.

### Contraction de l'activité commerciale de près de 15% en 2020

Selon l'Institut national de la statistique, [l'Indice du Chiffre d'affaire du commerce \(ICA\) a baissé annuellement de 14,8% en 2020](#), attestant des effets négatifs de la COVID-19. Toutefois, au dernier trimestre de 2020, l'ICA présente une

contraction moindre de 2,2% par rapport à la même période de l'année 2019. La contre-performance enregistrée annuellement provient principalement du « Commerce de gros et activités des intermédiaires » (-17,6%) et du « Commerce de détails » (-4,7%). A noter que le « Commerce de véhicules automobiles » et le « Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles » auraient plutôt bien performé en 2020, avec des hausses du CA annuel estimées à 3,7% et 11,6% respectivement.

Évolution de l'Indice du chiffre d'affaires dans le commerce  
Source: INS CI



## Exposé sur les risques et procédures des expropriations par le ministre de la Construction

Lors d'une session organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie française en Côte d'Ivoire (CCIFCI), [le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme a abordé les lois qui régissent les procédures d'expropriation](#) dans le pays. Il a évoqué le caractère fondamental du droit de propriété, tout en rappelant également que pour cause d'utilité publique, l'Etat pouvait recourir à l'expropriation. C'est le Code de l'Urbanisme et du Domaine Foncier Urbain (CUDFU) datant du 14 août 2020 qui régit l'expropriation avec trois exigences pour pouvoir y recourir : (i) une utilité publique, (ii) une indemnité juste et préalable, (iii) la légalité de la procédure. Cependant, dans les faits, l'indemnisation n'est pas toujours immédiate du fait des procédures administratives de vérification et de contrôle qui peuvent prendre du temps.

## Gambie

### Maintien du taux directeur à 10%

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale gambienne, réuni le 3 mars dernier dans le cadre de la [revue trimestrielle de l'évolution économique et financière du pays](#), a décidé de maintenir son taux directeur à 10%. Cette décision a été prise sur la base de l'étude de la situation économique et financière du pays, notamment du dernier trimestre de l'année 2020. L'économie gambienne s'est contractée en 2020 entraînant une détérioration de la situation budgétaire et une augmentation du déficit public (dons compris), estimé à 4,3% du PIB contre 3,1% du PIB en 2019. Selon le FMI, l'économie gambienne devrait rebondir en 2021 avec un taux de croissance estimé à 6%. Le faible nombre de cas de COVID-19, le déploiement de la campagne de vaccination dans le pays, et l'augmentation des dépenses publiques en soutien à l'économie devraient permettre une reprise de l'activité, en particulier dans les secteurs des services et du commerce de détail.

## Guinée

### Mise en place d'une plateforme informatique de facturation dans les secteurs des mines et des hydrocarbures

Le ministère du Budget s'est engagé dans un projet de modernisation et de sécurisation du recouvrement des impôts et taxes à travers [une plateforme de facturation électronique](#) appelée E-facturation, dont le lancement est prévu courant 2021. Ainsi, toutes les factures des sous-traitants devront obligatoirement être transmises à travers cette plateforme, pour envoi au client et pour règlement. La phase pilote de ce projet concerne en premier lieu les secteurs des mines et des hydrocarbures. Il sera interdit aux entreprises de ces secteurs de transmettre une facture à un client hors de la plateforme sous peine d'amendes ou de rejet des charges déductibles.

## Augmentation de la contribution de la BEI au Projet d'Interconnexion électrique 225 KV Guinée-Mali

[La Banque européenne d'investissement a accordé, le 4 mars 2021, un financement supplémentaire de 170 M EUR au projet d'Interconnexion électrique 225 KV Guinée-Mali](#), après le montant de 130 M EUR accordé en 2018. Le projet, d'un coût global de 612 M EUR, permettra de soutenir le développement du potentiel hydroélectrique de la Guinée tout en favorisant le commerce régional d'électricité vers le Mali et l'électrification de la Guinée forestière et de la Haute Guinée.

## Libéria

### 190 M USD de la Banque mondiale pour deux projets de développement

La Banque mondiale, par l'intermédiaire de l'IDA (association internationale de développement) a approuvé, le 12 mars, [le financement de deux projets de développement](#) : le premier, d'un coût total de 180 M USD, est un projet de renforcement de l'accès à l'électricité durable, fiable et abordable, au bénéfice de 630 000 de ménages libériens et 200 établissements de santé ; le second vise à améliorer l'accès à emploi à des ménages vulnérables du secteur informel et sera financé par un prêt concessionnel de 5 M USD et une subvention de 5 M USD.

## Mali

**Inflation à +1% en février en g.a.**  
[Le taux d'inflation au Mali se situe à +1% en février 2021 en glissement annuel](#) (g.a.). Ce niveau d'inflation résulte principalement de la hausse des prix des « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,5% en g.a.) et des « Loisirs et culture » (+28,9% en g.a.), modérée en partie par la baisse des prix du « Transport » (-6,5% en g.a.) et des « Logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-2,7% en g.a.)

## Mauritanie

### 5 M EUR de l'AFD pour la lutte contre la pauvreté et la résilience face aux chocs climatiques

Le gouvernement mauritanien et l'Agence française de développement (AFD) ont signé le 16 mars [une convention de financement de 5 M EUR](#) pour un projet de lutte contre la pauvreté et de résilience face aux chocs climatiques. Mis en œuvre par la Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion (TAAZOUR) et [cofinancé par la Banque mondiale à hauteur de 52 M USD](#), ce projet vise à répertorier 200 000 ménages au registre social et consolider les programmes institutionnels de transferts monétaires pour une protection sociale via paiement électronique.

### Approbation d'un projet de loi sur les paiements électroniques

Le Conseil des ministres a approuvé, le 17 mars 2021, [le projet de loi relatif aux services et moyens de paiements électroniques](#), élaboré par la Banque centrale de Mauritanie (BCM) avec l'appui de la Banque mondiale. Le projet vise à doter le pays d'une loi-cadre pour l'inclusion financière à travers la promotion de l'accessibilité des services financiers, notamment dans un contexte national avec un faible taux de bancarisation. La BCM sera dotée des pouvoirs juridiques nécessaires pour réglementer les services et moyens de paiement.

### Sogea Satom inaugure le tronçon routier Nouakchott-Rosso

[Le tronçon routier qui relie Nouakchott à la ville de Rosso](#), située sur le fleuve Sénégal, [a été inauguré le 15 mars](#). Ce projet de 120 km, financé par l'Union européenne pour un montant de 68 M EUR, a été réalisé par l'entreprise Sogea Satom, filiale du groupe Vinci.

## Niger

### Le Niger bénéficie de l'extension de l'ISSD

Au titre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD), [le Club de Paris a accepté d'accorder au Niger](#) une extension de la durée de suspension du service de la dette du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2021. Le gouvernement nigérien s'est engagé à consacrer les ressources libérées par cette initiative à l'augmentation des dépenses dédiées à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la crise COVID-19. [Selon les données de la Banque mondiale](#), l'extension de l'ISSD permettrait au Niger d'économiser potentiellement (créanciers bilatéraux non-membres du club de Paris inclus) 24 M USD en 2021. L'ISSD accordé au Niger, qui s'étalait initialement de mai à décembre 2020, aurait déjà permis d'économiser 26 M USD en 2020. Le Niger est ainsi le 6<sup>ème</sup> pays d'Afrique de l'Ouest à bénéficier de l'extension de l'ISSD, après la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Togo.

### Fermeture de la mine d'uranium d'Akouta par la Cominak le 31 mars

Lors d'un point presse organisé le 11 mars, [la Cominak](#) (filiale nigérienne du groupe français Orano, anciennement Areva) a présenté les modalités de la fermeture de la mine d'Akouta, prévue le 31 mars, dont les ressources d'uranium sont épuisées. Le plan social de la compagnie prévoit notamment des primes de départ de 20 à 50 M FCFA (30 000 à 91 K EUR) pour les 600 salariés licenciés. Le sol doit être remis en état et les installations de l'usine doivent être désinstallées pour permettre le reboisement de la surface d'exploitation. Pour rappel, la mine d'Akouta était exploitée depuis 1974 par la Cominak. Cette fermeture intervient alors que la société canadienne Global Atomic a annoncé le 17 mars qu'elle prévoyait de lancer dès 2022 [la construction de la mine d'uranium Dasa](#), dont elle a obtenu le permis d'exploitation en décembre 2020. Malgré la baisse des cours

mondiaux depuis 2011, l'uranium reste le premier produit d'exportation du Niger, qui en a vendu pour 141 Mds FCFA (215 M EUR) en 2019, soit 24% de ses exportations totales.

### Mise en service une nouvelle centrale électrique dans la capitale

[Une nouvelle centrale électrique thermique à pétrole](#) a été inaugurée le 17 mars à Niamey. D'une puissance de 89 MW, elle vise notamment à réduire la dépendance énergétique du Niger vis-à-vis de son voisin nigérian. Elle a été réalisée pour un coût de 66 Mds FCFA (100 M EUR) en partenariat public privé avec la société mauritanienne Istithmar West Africa, qui l'exploitera pour une durée de 15 ans. La centrale doit assurer l'alimentation de la capitale et des régions de Dosso et Tillabéri.

### Plusieurs foyers de grippe aviaire signalés à Niamey

Des foyers hautement pathogènes de grippe aviaire (H5N1) ont été détectés dans deux exploitations avicoles à Niamey Karadjé et Niamey Saguia, les 17 et 25 février 2021. Le diagnostic a été confirmé le 5 mars par [l'Organisation mondiale de la santé animale](#). Pour rappel, ce n'est pas la première fois que le Niger est confronté à l'apparition de foyers du virus H5N, dont la première incursion en Afrique de l'Ouest date de 2006. Le Sénégal a signalé une épidémie de grippe aviaire en janvier 2021 dans la région de Thiès, aujourd'hui maîtrisée.

## Sénégal

### Concession de l'autoroute à péage : l'Etat du Sénégal récupère 25% du capital de Eiffage

Après un long processus de renégociation du contrat de la concession autoroutière Dakar-Diamniadio-AIBD, [l'Etat du Sénégal est entré dans le capital de la Société concessionnaire de l'autoroute à péage \(SECAA\)](#) à hauteur de 25%. L'Etat du Sénégal percevra désormais une

redevance domaniale annuelle représentant 2% du chiffre d'affaires annuel de SECAA, avec un minimum de 800 M FCFA (1,2 M EUR) par an, contre 1000 FCFA (1,52 EUR) par an dans le contrat initial. Les prix du péage ne connaîtront pas de hausse, ni de baisse, pour les 5 prochaines années. Eiffage a obtenu le rallongement de 5 ans de la durée de la concession. Le protocole d'accord relatif à cette renégociation a été signé le 16 mars 2021 par les parties prenantes (SECAA, APIX, ministère des Infrastructures, ministère de l'Economie).

## Sierra Leone

50,4 M USD du FMI pour faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19

[Le Fonds monétaire international \(FMI\) a approuvé, le 15 mars, le décaissement de 50,4 M USD dans le cadre d'une Facilité rapide de crédit à la Sierra Leone.](#) Alors que les mesures prises par le gouvernement pour répondre à la crise liée à la COVID-19 auraient, selon la BAFD, entraîné la hausse de l'encours de la dette de [70 % du PIB en 2019 à 77 % du PIB en 2020](#), ce financement vise à aider la Sierra Leone à répondre à ses besoins urgents de financement extérieur et budgétaire et à soutenir sa réponse à la pandémie.

## Togo

Lancement officiel de l'examen des politiques de transformation économique

Le Premier Ministre a lancé, le 11 mars 2021, [les travaux de l'Examen des politiques de transformation économique \(EPTE\)](#). L'EPTE sera conduit en collaboration avec le Centre de développement de l'OCDE. Il s'agira de réaliser au cours des 15 à 18 prochains mois, un diagnostic de la stratégie nationale et d'analyser les opportunités et les défis dans des domaines-clés tels que la digitalisation, l'industrialisation ou encore l'agroalimentaire, l'objectif final étant d'améliorer la gouvernance et les partenariats pour la transformation économique du pays.

Un partenariat de réformes en vue avec l'Allemagne

Au cours de sa visite officielle en Allemagne, [le ministre togolais des Affaires étrangères et le ministre allemand de la Coopération économique et du Développement ont procédé à la signature d'une déclaration d'intention commune](#) sur l'ouverture de négociations relatives au partenariat de réformes dans le cadre de l'initiative du G20 [« Compact with Africa »](#). L'Allemagne souhaite notamment renforcer sa coopération avec le Togo dans le domaine des énergies renouvelables, pour créer de la valeur locale et ainsi renforcer la création d'emplois et la formation des jeunes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)